

**ENTRETIEN AVEC L'ENSEIGNANT ET SOCIOLOGUE
DENIS MERKLEN****Denis Merklen**Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 (USN)
Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL)**Carolina Pereira Lins Mesquita**

Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ)

Júlia Donley

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 (USN)



Professor Denis Merklen

Entretien réalisé en juillet 2023.

En juin 2023, le professeur Denis Merklen s'est rendu à Niterói, Rio de Janeiro, au Brésil, à l'invitation d'*Escrihas: Estudos Críticos, Teóricos e Historiográficos sobre as Américas* de

l'Université fédérale de Fluminense (UFF), un projet collectif mené par les professeurs María Verónica Secreto et Giselle Martins Venancio, ainsi que par le professeur Ronald Raminelli.

Dans le cadre du séminaire permanent d'*Escrihas*, le professeur Merklen donne une conférence intitulée « Razões para queimar livros? Quando as classes populares falam em nome próprio e as instituições da democracia calam », dans l'auditorium de l'Institut des sciences humaines et de la philosophie de l'Université fédérale de Fluminense (ICHF/UFF). L'une des intervieweuses, Carolina Pereira Lins Mesquita, professeur de droit du travail à l'université fédérale de Rio de Janeiro et rédactrice en chef de la revue *Confluências*, a l'occasion d'assister à l'événement et de rencontrer l'orateur en personne. Ce contact est préalablement facilité par l'autre intervieweuse, Júlia Donley, doctorante en sociologie à l'Université Sorbonne Nouvelle, sous la direction de Merklen et d'Esteban Buch.

Denis Merklen est professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle, sociologue spécialisé dans l'étude des classes populaires et actuellement directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL). Sous la direction de Robert Castel, Denis Merklen soutient sa thèse intitulée « Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine » en 2001 à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Merklen travaille avec Castel pendant dix-sept ans (1996-2013), jusqu'à la disparition de ce dernier. Après son doctorat, Merklen élargit ses thématiques de recherche avec une enquête sociologique sur les incendies de bibliothèques publiques dans les quartiers de la banlieue parisienne. Cette étude aboutit au travail présenté pour l'obtention de son Habilitation à diriger des recherches (HDR) en 2011, intitulé « Politicité et sociabilité. Quand les classes populaires interrogent la sociologie et la politique ».

Cet entretien, construit à quatre mains, est fondé sur les préoccupations de Carolina, suscitées par la recherche de Merklen présentée le 13 juin 2023 à l'UFF de Niterói, ainsi que sur les conversations qui l'ont suivie. L'élément déclencheur de l'entretien est l'assassinat brutal par la police française du Nahel M., jeune de dix-sept ans. L'événement a lieu le 27 juin à Nanterre, une ville de la banlieue parisienne, 14 jours après la visite de Merklen. Ses textes, en particulier « Lo que iluminan las llamas de las bibliotecas en Francia » (2023), sur la vague actuelle d'agitation sociale en France, les articles « Las dinámicas contemporáneas de la individuación » (2013) et « Individus populaires. Sociabilité et politicité » (2012) inspirent cet entretien. Tout ceci se déroule sous la médiation de Júlia, qui vit à Paris et travaille avec Merklen dans le cadre de ses études.

Carolina Pereira Lins Mesquita; Júlia Donley: Y aurait-il un lien entre cette vague d'émeutes et d'incendies de bibliothèques publiques et les réformes libérales qui s'intensifient depuis 2002 en France, dont le dernier exemple en date est l'approbation de la réforme du système des retraites au début du second mandat du président Emmanuel Macron en 2023 ? Existe-t-il également un lien avec le chômage et les perspectives d'emploi pour les jeunes issus des classes populaires?

Denis Merklen: Voilà une question très importante qu'il faut examiner de façon plus approfondie que simplement affirmer qu'il y a un rapport entre la révolte et la pauvreté, ou la révolte et le chômage ou encore la révolte et la précarité. Tout ceci est exact, il y a effectivement un lien entre ces formes de la précarité et les protestations occasionnées par la mort de Nahel M. et les autres cas de violence policière, mais ce lien doit être examiné en détail. Pourquoi ? Parce que les groupes ou les segments des classes populaires souffrant de la précarité et du chômage ne sont pas nécessairement ceux qui se révoltent. Lorsqu'on pose un regard trop éloigné sur la société française, comme c'est parfois le cas en Amérique latine, on pourrait croire que les plus précaires sont les « Noirs » et les « Arabes », ou les personnes issues de l'immigration, ce qui est faux. D'une part, ils ne sont pas les plus précaires et d'autre part, parmi les groupes précaires, ceux issus de l'immigration sont les moins nombreux. Les plus nombreux parmi les précaires, on les trouve dans de petites et moyennes villes dans l'est ou dans le nord de la France où les indicateurs de précarité sont les plus élevés, par exemple. Cette population ne se révolte pas, en tout cas, pas à la manière dont on le voit dans le cas des émeutes. Or, ce qu'ils vont faire pour exprimer leur mécontentement, c'est par exemple voter extrême droite. Pour ces groupes, le vote à Marine Le Pen est une forme de révolte, il s'agit finalement d'un vote particulièrement alimenté par la précarité, par le chômage. Autrement dit, il n'y a pas de lien mécanique entre une chose et l'autre.

En plus, puisque ces révoltes durent depuis quarante ans, il y a effectivement pendant cette période une histoire sociale et économique de la précarité dont il faut tenir compte. Si la première révolte date de la fin des années 1970, la crise économique, elle, commence au début de cette même décennie. Un des premiers effets de la crise est le chômage de masse qui s'installe. Or, ce chômage est vécu à l'époque comme un phénomène temporaire, comme un cycle économique qui peut reprendre et c'est pour cela que l'on parlait justement de « crise ». On a mis longtemps à saisir la transformation du marché de l'emploi et à s'apercevoir que la situation ne reviendrait jamais au stade précédent. À ce moment-là, les principales composantes de la crise sont la désindustrialisation et la perte d'emploi industriel, période longue pendant laquelle le « muscle » va perdre de sa valeur. La

force de travail stricto sensu est démonétisée dans l'économie française et les emplois qui croissent en grande proportion sont les emplois qualifiés, autrement dit ceux qui nécessitent des compétences importantes et qui exigent des diplômes élevés.

Dans cette évolution du marché du travail, il y a deux catégories qui sont particulièrement touchées, d'abord les jeunes et, tout de suite après, les seniors. D'une part, les employés de plus de 50 ans se trouvent au chômage, ce qui va créer une précarité âgée très importante lors de l'arrivée à la retraite. En effet, les seniors ont une grande difficulté à atteindre le nombre suffisant d'années de cotisations et, comme résultat, ils auront accès à une pension minimale ou très faible. D'autre part, les jeunes, et particulièrement le chômage jeune, seront une préoccupation pendant des décennies et jusqu'à aujourd'hui en France, notamment dans les quartiers périphériques. Ce sont des jeunes qui sortent trop tôt du système scolaire et en conséquence ont du mal à entrer sur le marché de l'emploi. Il y a là une spécificité du marché du travail français : le travail informel est très peu représenté. L'économie informelle occupe une place très peu importante, pas seulement par rapport à des pays comme l'Argentine, le Brésil ou le Mexique où plus d'un tiers de la population active évolue dans l'informalité, mais aussi par rapport à des pays européens comme l'Italie ou l'Espagne. En Italie, 30% du marché du travail est informel. Or, en France, nous sommes entre 5% et 10% d'informalité. Les statistiques sont complexes, mais il s'agit d'une portion très réduite de la main-d'œuvre, ce qui fait qu'il est très difficile de trouver un travail si on n'a pas un vrai emploi (salariné, inscrit dans la loi, protégé par le droit social, etc.).

Ainsi, pendant longtemps, cela a créé une situation très binaire : un travail comme il faut ou rien du tout. C'est ce qui a donné un écho aux réformes libérales de flexibilisation de la main-d'œuvre. Des lois successives grignotent le salariat stable pour créer des formes d'accès à l'emploi et au travail légal, mais précaire (comme aujourd'hui l'économie « ubérisée », les livreurs ou il y a quelques années, les services à la personne qu'on vantait comme une économie du « care »). C'est le développement de ce que Castel a appelé, au début des années 2000, le précarariat. Un phénomène très fortement alimenté par les nouvelles technologies dans une étape plus récente. Toutes ces transformations, il faut les mettre en rapport avec la jeunesse des quartiers. Lorsqu'on pense aux émeutiers, ceux qui avaient 15 ans en 1979 ne sont plus les mêmes que ceux qui avaient 15 ans dans la révolte de 2005 et ne sont encore pas les mêmes que ceux qui ont 15, 16, 17 ans aujourd'hui. Par exemple, le jeune Nahel de 17 ans en 2023 n'était pas né au moment des émeutes de 2005. Il n'a pas connu la précarité précédente, les formes précédentes de la précarité qui ont évolué. Il y a une expression française qui donne une continuité à ces formes de précarité, de chômage et de pauvreté:

la galère. Mais pour de multiples raisons, elles ne produisent pas les mêmes effets ni sont vécues de la même manière.

L'école, le parcours scolaire particulièrement, et la précarité ont un lien étroit d'une intensité difficilement imaginable vues les choses depuis l'Amérique latine. C'est celui qui se fait refuser les bancs de l'école, notamment au niveau du collège et du lycée, qui va se retrouver ensuite dans la précarité, dans les emplois de livreur ou de caissier de supermarché, ou encore dans les catégories inférieures de l'emploi public, pouvant espérer au mieux un salaire minimum lorsqu'il travaille à temps complet. Ainsi, le sentiment de ces familles et l'expérience de ces jeunes passe pour beaucoup d'entre eux par le fait que la non-maîtrise de la grammaire, de la syntaxe et de l'orthographe les laisse à côté d'un emploi digne, les soumettant à des formes d'emploi précaires. Ces gens-là poussent beaucoup vers la reconnaissance et le développement des formes d'emploi et d'accès au travail et à l'activité économique qui n'ont pas besoin des compétences langagières et culturelles très élevées, du français écrit, comme l'exige par exemple le diplôme du baccalauréat. C'est la raison pour laquelle le premier gouvernement Macron (2017-2023) baisse les exigences de l'écrit et renforce la composante orale de l'examen de français, se focalisant dans l'apprentissage du langage parlé, peu importe qu'ils sachent écrire. En résumé, le gouvernement cherche à se rapprocher davantage des systèmes éducatifs anglo-saxons et notamment américains, où on n'a pas besoin d'être en littéraire pour avoir un diplôme de baccalauréat, alors que cela était plutôt la norme républicaine française jusqu'ici.

Carolina Pereira Lins Mesquita; Júlia Donley: Dans votre recherche, vous identifiez la difficulté grandissante de l'accès au marché du travail, et notamment au travail donnant accès à la protection sociale, comme l'une des origines de l'évolution de la figure du « travailleur » vers celle du « citoyen », voire de l'« habitant » dans le cas français. Comment cette transformation affecte-t-elle la condition populaire et les modes d'action et de participation des individus dans l'espace public?

Denis Merklen: Le début des émeutes est un moment particulièrement important dans l'histoire sociale française, qu'on n'appelle pas émeutes à l'époque, mais plutôt « violences urbaines ». Ce phénomène, que je préfère qualifier de « révolte », est une forme d'insurrection locale au niveau d'un quartier, par exemple à Vaux-en-Velin, dans des quartiers populaires de la périphérie de la ville de Lyon. Comme conséquence de ces conflits locaux dans des cités, les militants des quartiers organisent en 1983 une marche qui marque l'histoire politique et sociale en France. La devise de la

marche était « Marche pour l'égalité et contre le racisme », qu'on connaît populairement comme la « marche des beurs ». Elle commence à Marseille pour gagner Paris, après un mois et demi de parcours traversant la France du sud au nord. Arrivés à place de la Bastille, les militants marcheurs sont accompagnés par quasiment la totalité de la gauche française dans une manifestation très importante qui aboutit à un geste extraordinaire du président François Mitterrand: sur-le-champ, il reçoit les marcheurs à l'Élysée.

À l'issue de cet événement, une série de lois et de mesures politiques sont prises en faveur des classes populaires dont une qui concerne la création de la carte de séjour de dix ans. Je voudrais toutefois souligner deux autres qui sont très importantes: la création de la politique de la ville et une loi de décentralisation. Suite aux deux rapports qui sont à l'origine de ces lois, l'État national, très centralisé à Paris, cède aux villes une partie importante de leur action sociale. Il est vrai que tout cela doit être mis en rapport avec son contexte socio-historique. L'histoire sociale d'une grande puissance industrielle comme la France est aussi, tout au long du XIXe et du XXe siècles, l'histoire de la classe ouvrière. Avec l'industrialisation, le peuple français devient la classe ouvrière, les classes populaires françaises s'unifient derrière la classe ouvrière. Il y a donc une très forte concordance entre la classe, le syndicat et les partis de gauche. Après la crise pétrolière de 1973 et la désindustrialisation qui s'ensuit, cette organisation de classe se brise, en même temps qu'émergent des classes populaires échappant à cette constellation. C'est de ces débris de l'ancienne classe ouvrière que se forment les groupes qu'on connaît aujourd'hui comme « les banlieues ».

Dans ce contexte, l'État s'aperçoit qu'il doit répondre différemment aux nouvelles classes populaires. Ainsi, à côté de toutes les formes d'action de l'État social français qui passaient essentiellement par la protection sociale et la construction d'un salariat protégé d'un côté et par une politique familiale administrée par la Caisse d'allocations familiales, la CAF, de l'autre, se développe désormais une action sociale territorialisée dont le champ d'action est le quartier. Ce dispositif qui se construit comme un troisième pilier des politiques sociales (le quartier, à côté du travail et de la famille) contribue très fortement à la territorialisation du groupe, c'est-à-dire à l'inscription territoriale des classes populaires à partir d'une action de l'État par la ville et par la proximité. Ce qui participe ensuite à créer une plus grande segmentation des classes populaires. Par exemple, on parlait plus tôt des populations issues de la classe ouvrière vivant dans des petites et moyennes villes et qui sont dans le précaire et dans le chômage. Nombre de ces individus sont devenus des électeurs de l'extrême droite aussi parce que l'État répond différemment aux uns et aux autres. Il y a des travaux très sérieux d'économie sociale sur les habitants des cités HLM qui démontrent que ces territoires reçoivent des

investissements publics et des soutiens plus importants que les autres. Sur une espèce de ressentiment alimenté là-dessus se greffe le jargon de l'extrême droite, selon lequel tout l'argent est donné aux Noirs et aux Arabes au lieu de les donner aux Français. C'est une parole autant xénophobe que fausse, parce que ceux qui sont appelés « Noirs » et « Arabes » sont aussi français que les autres. Mais il est vrai que des modalités d'action nouvelles (l'émeute et le militantisme associatif) d'un côté et la politique de la ville et la décentralisation de l'autre, ont concouru à la segmentation des classes populaires.

Il y a effectivement dans les cités HLM une quantité d'argent public de l'État social incommensurablement plus importante que celui donné aux autres segments des classes populaires. Il y a ainsi, pour les habitants des cités, un passage d'une partie de leur identité vers le territoire. Ce glissement s'opère à partir de deux moteurs. D'une part, les modalités d'action des classes populaires elles-mêmes, qui s'organisent en associations, aujourd'hui à la genèse d'un nouveau militantisme posant de nouvelles thématiques sociales dans l'espace public et qui font des révoltes comme celles qu'on a pu voir en juin. Et d'autre part, l'action de l'État à travers le déploiement d'un colossal dispositif institutionnel depuis quarante ans et qui inscrit territorialement les classes populaires. C'est dire que les classes populaires n'accèdent plus aux dispositifs de l'État social uniquement à travers l'emploi et la famille. Ils accèdent aussi à travers le territoire.

Carolina Pereira Lins Mesquita; Júlia Donley: Dans la continuité des travaux sur les « dynamiques d'individuation », vous développez deux dimensions de ce processus qui s'établit entre l'Etat et les individus des classes populaires : la responsabilisation et l'activation. Pourriez-vous nous expliquer dans quel contexte ce processus se développe et en quoi il se distingue d'une « posture émancipatrice et de toute volonté individuelle de recherche d'autonomie », comme vous le mentionnez dans « Individus populaires. Sociabilité et politicalité » (Merklen, 2012)?

Denis Merklen: L'individualisme représente dans la modernité de manière générale, et dans la société française en particulier mais pas exclusivement, une forme d'émancipation. Ce qui conduit le libéralisme dès sa première heure, et les idéologies de gauche dans une large mesure sont les filles de l'émancipation individuelle, est la volonté d'émanciper les individus face aux contraintes de la vie sociale. Et ceci s'étend dès l'émancipation des travailleurs jusqu'aux luttes féministes à partir des années 1960. Le slogan très français « mon corps m'appartient » est une des voies possibles pour dire

« je suis un individu et en conséquence je suis libre » et, comme le disait Robert Castel, « je suis propriétaire de ma propre personne ». Il y a là une dimension positive de l'individualisme qui est indéniable. Lorsqu'on pense à l'histoire des femmes, qui est la plus récente de ces formes d'émancipation individuelle, cela est évident. Tout le féminisme depuis 1960 jusqu'à aujourd'hui, avec toutes les déclinaisons qu'il a eu, vont dans ce sens-là. Ces mouvements peuvent être considérés à certains égards comme des déclinaisons et des prolongements du projet d'émancipation sociale à travers la figure de l'individu. Ou encore comme une nouvelle aventure concernant le développement de l'émancipation individuelle et l'égalité de tous les individus au sein d'une démocratie et d'une république.

Cela dit, pendant les années 1980 en France, et plus tôt aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, on constate l'émergence d'une nouvelle forme d'individualisme, dont le néolibéralisme en sera l'incarnation, qui ne va pas avoir uniquement des effets positifs. Dans ce nouveau cas, l'individualisme ne conduit pas nécessairement à une forme d'émancipation. Au contraire, il peut conduire et de fait va conduire à des formes d'assujettissement social. C'est ce que Castel appelle un « individualisme négatif », en voulant dire non pas qu'être un individu est quelque chose de négatif, mais qu'il y a des processus d'individuation qui ont une dimension négative, qui ne sont pas émancipateurs mais de l'ordre de l'assujettissement. La première de ces dynamiques vient du fait que, une fois les individus devenus individus, une fois la société devenue une société d'individus, beaucoup des contraintes sociales qui ont rendu possible l'individuation et l'émancipation commencent à être vues et vécues comme des entraves à la liberté individuelle. C'est le cas notamment de l'école unique, selon les critères des politiques universalistes et des institutions homogénéisantes. Il s'ensuit une demande sociale à pouvoir avoir des institutions plutôt à la carte, c'est-à-dire fonctionnant comme un marché dans lequel l'offre éducative est davantage variée et attendue comme l'offre culturelle : une salle de concert pour chaque style de musique, un style d'école pour chaque famille voire pour chaque enfant. A l'ère de la glorification de la diversité, le projet égalisateur de l'école visant à rendre égaux les individus et les citoyens est fortement vécu comme « uniformisant », où ce qui est uniforme est décrié. Une vraie démocratie, pense-t-on, devrait permettre d'inscrire les enfants, mes enfants, non pas dans la même école que tout le monde, mais dans l'école de mon choix.

Ces demandes ne sont pas le fait de quelqu'un qui n'est pas encore pleinement un individu et qui aspire donc à le devenir, quelqu'un qui serait à la recherche de points d'appui pour pouvoir s'ériger en tant que tel. Au contraire, ces demandes proviennent d'individus qui sont déjà là, et qui en conséquence vivent ces institutions leur permettant de participer de la vie sociale en tant qu'individus

disposant d'une certaine indépendance sociale comme de pures contraintes, sans s'apercevoir que leurs conditions d'individu reposent justement sur l'existence de ces institutions. À ce moment-là, on voit l'émergence d'une demande sociale se présentant comme une attaque aux institutions, omniprésente notamment chez les classes moyennes pour lesquelles le libéralisme est une espèce d'allié qui leur permet de lutter contre ce qu'ils sentent comme une bureaucratie d'État plutôt oppressive. Cette histoire n'est évidemment pas la même si on la regarde du point de vue des classes populaires, parce que pour celles-ci les institutions de l'État social sont indispensables à leur présence dans l'espace public en tant qu'individus.

Or, quand la crise sociale va laisser beaucoup de ces individus des classes populaires dans le chômage et dans la précarité, la demande de nouvelles politiques sociales va être présentée au débat public non pas comme des droits non-assurés ou comme un besoin qui naît du dysfonctionnement de l'État et de la société mais comme des demandes d'aide sociale. Ainsi, l'orientation générale de l'État devient ce que nous avons appelé les « politiques de l'individu » parce que, au lieu de chercher à réguler la vie sociale et l'économie pour assurer une meilleure qualité de vie aux individus, comme le faisait l'État social à partir des années 1930, on laisse le fonctionnement de l'économie se développer librement, sans entrave, par exemple, comme c'est le cas des nouvelles technologies. Quelle l'idée de vouloir réguler internet, quelle l'idée de venir réguler les réseaux sociaux ! Ce serait une contrainte à la liberté. Comment peut-on faire un truc pareil? Mais si nous sommes contre la régulation de la vie économique, sociale ou culturelle, que peut-on faire pour que les inégalités sociales ne se démultiplient pas autant? Eh bien, venir à l'aide des individus. Mais sous quelle base de légitimation peut-on aider quelqu'un qui n'est pas capable de s'en sortir par lui-même, de se débrouiller tout seul? C'est la figure du *looser*, le perdant... si le jeu est juste et les règles sont respectées, pourquoi devrait-on venir à l'aide des perdants et faire payer les winners qui ont justement gagné leur richesse? Sur la forme d'une dette, à condition d'avoir une contrepartie à l'aide sociale. Par exemple, on vous aide à retrouver un emploi et à sortir du chômage, mais en échange, il faut faire un projet professionnel, suivre des formations et se remettre actif sur le marché du travail...

On crée de cette façon une dette publique. Une dette sociale où le bénéficiaire, le titulaire d'une aide, serait en dette vis-à-vis de la société qui l'assiste. Puisque ce titulaire est en dette, parce qu'on l'aide, il est obligé d'honorer sa dette par un effort personnel. Cet effort personnel est ce que les économistes appellent, dans leur jargon, « l'activation de la dépense passive ». Autrement dit, ce chômeur, ce pauvre ou cette famille ne peut pas prétendre recevoir une aide, selon les nouvelles politiques sociales, uniquement parce qu'il serait titulaire d'un droit. Il faut qu'il rende quelque chose

en retour pour postuler légitimement à l'assistance. C'est en partie comparable à la manière dont le programme social brésilien *Bolsa familia* demande des contreparties à son titulaire : il faut scolariser les enfants, il faut les vacciner, entre autres. Si d'un côté cela a des effets de mobilisation chez la personne aidée, cela permet de l'autre côté de contenter les opinions des classes moyennes, qui jugent destiner leurs impôts gratuitement à « ces pauvres fainéants ». Et tout cela fondé sur l'argument selon lequel les demandeurs d'aide sociale ne se trouvent pas soumis à la pauvreté parce que la société les rend pauvres, mais parce qu'ils ne sont pas actifs ou ne font pas suffisamment d'efforts pour sortir de la pauvreté.

Les nouvelles politiques sociales, imaginées par la pensée néolibérale, ont cette double contrainte de responsabiliser le titulaire d'une aide et de le pousser à se mobiliser. Mais pourquoi cette double contrainte est-elle oppressive ou a un effet d'assujettissement? Parce qu'elle demande à quelqu'un qui ne dispose pas des moyens de se mobiliser et le rend responsable de quelque chose dont il n'y est pour rien, comme si c'était de sa faute. Les effets sur les personnes, en termes de subjectivité, sont tout simplement culpabilisants, conduisant souvent à des sentiments de honte. Or, ce que nous savons lorsque nous observons l'évolution du chômage par exemple, est que le chômage n'évolue pas parce que les gens ont plus ou moins envie de travailler, mais parce que la conjoncture économique évolue. Le chômage augmente quand l'économie va mal et il diminue quand l'économie va bien. Mais la société actuelle pose sur les personnes ce regard accusateur selon lequel leur condition sociale n'est pas l'effet de dynamiques sociales, historiques ou économiques qui les dépassent. Nous avons plutôt tendance à les voir comme des personnes qui doivent se bouger, se débrouiller, qui doivent faire quelque chose pour elles-mêmes. En résumé, « le seul qui peut faire quelque chose pour toi, c'est toi-même ». Il y a là un effet de de la culture de l'individu qui peut être extrêmement oppressif pour celui justement qui ne peut rien faire pour sortir de sa situation. Pour autant qu'il se mobilise, le taux de chômage ne variera pas.

Carolina Pereira Lins Mesquita; Júlia Donley: Comment se manifestent ces politiques de l'individu en Amérique latine où la présence de l'État est moins marquée qu'en France?

Denis Merklen: Tout d'abord, il ne faut pas voir l'Amérique latine comme un espace totalement homogène. En regardant par exemple le Chili, l'Argentine et l'Uruguay, on voit des sociétés qui réussissent à avoir des taux de salariat très importants pendant plusieurs générations et un État social fort jusqu'aux années 1950, 1960 ou 1970 selon le pays. Ce qui est sans commune

mesure avec le Brésil de la même époque, pendant laquelle le taux d'urbanisation est faible, l'État est faible et le recours à l'économie informelle est conséquent. Comme le Brésil, dans de nombreux pays le salariat est minoritaire et l'État social très faible voire inexistant. C'est le cas notamment du Paraguay, de la Bolivie, du Pérou, entre autres. Or, cette forte intégration sociale s'essouffle dans les trois pays du cône sud à partir des années 1970 ou 1980, ce qui montre que l'on peut progresser mais également reculer de ce point de vue.

Ensuite, il existe aussi une réorientation des politiques sociales pensées en termes de « dette sociale », que c'est un mot que j'ai employé précédemment, de la part des pensées de gauche. Pendant la première partie du XXe siècle voire un peu plus tard, la gauche considère que la pauvreté, l'analphabétisme, le chômage, les formes d'oppression, l'esclavage, et d'autres formes de précarité et d'exposition aux risques sociaux, constituent autant de dettes sociales que la société cumule vis-à-vis de ces personnes. Autrement dit, que les démocraties, les républiques, les États ou les nations ont une dette à l'égard de ceux qui souffrent en conséquence de leur participation à la vie sociale. Cela est à l'origine de la plupart des lois sociales, comme par exemple, la protection sociale accordée à une femme lorsqu'elle est enceinte et qu'elle se trouve soumise à des situations de risque de par son état de grossesse. La société a une dette vis-à-vis de cette femme, tout comme elle a une dette vis-à-vis des enfants non scolarisés, de celui qui souffre un accident du travail ou qui, arrivé à un âge avancé, est dispensé de l'obligation de travailler et une pension de retraite lui est accordée. La notion de « dette sociale » de la société envers l'individu est au soubassement de la légitimité politique de l'État social.

Aujourd'hui, la tendance, et malheureusement les pensées de gauche se sont mises dans cet espace de raisonnement, est à l'inversion de la dette, elle repose sur l'idée selon laquelle les individus sont en dette vis-à-vis de la société. On considère en effet que la collectivité se doit d'aider celui qui est en disgrâce, mais que, à ce moment-là, le bénéficiaire de l'aide contracte une dette avec la société parce qu'il est aidé. Finalement, la dette est inversée. Ce n'est plus la société et l'État qui sont en dette avec ceux qui souffrent, ce sont ceux qui souffrent qui sont en dette parce qu'on est en train de les aider. On exige d'eux qu'ils « remboursent », si l'on peut dire comme ça, l'aide reçue à travers une contrepartie qui leur est exigée. Cette exigence contient évidemment une dimension absolument oppressive, parce que les aides qui sont données aussi bien dans les pays latino-américains qu'en Europe, même dans les États les plus riches comme la France, ne suffisent dans aucun cas à faire sortir ni de la pauvreté, ni du chômage. Ce sont des aides sociales qui sont bien en deçà de ce dont les gens auraient besoin pour sortir de leur situation. L'instauration du programme *Bolsa familia*, par

exemple, améliore en effet l'indigence et la misère de millions de personnes, et cela est un grand geste de l'État social brésilien. Cependant, le programme ne permet pas de devenir riche ni d'intégrer les classes moyennes, comme on a répété à souhait de façon quelque peu irresponsable. Ces aides permettent à peine de ne pas mourir de faim et d'avoir un petit peu de sous pour mieux élever ses enfants ou assurer une vie familiale.

En France, les minima sociaux comme les revenus des solidarités actives (RSA) sont, et le seront toujours, bien inférieurs à un salaire minimum (le SMIC) qui est considéré comme le socle indispensable à la survie digne dans la société française. Une aide sociale ne n'atteindra jamais le montant du salaire minimum.

Carolina Pereira Lins Mesquita; Júlia Donley: Dans la conférence donnée à l'université fédérale de Fluminense, vous avez abordé la relation des militants français avec le « savoir », en l'occurrence des formes d'insurrection contre les sociologues, entendus comme ceux qui « parlent au nom de l'autre ». En d'autres termes, les militants n'acceptent pas que leur vie et leur lutte soient mises en récit dans l'espace public par un autre (les sociologues) et non par eux-mêmes, revendiquant ainsi la place de porte-parole de leur propre histoire. Selon eux, toute parole venant de quelqu'un qui n'est pas dans la situation est disqualifiée. D'autre part, dans votre texte (Merklen, 2023), on voit que:

Une nouvelle insurrection populaire et de la jeunesse, qui a débuté le 27 juin, a secoué la France et attiré l'attention de la presse mondiale pendant près d'une semaine, sans que l'événement ne soit complètement terminé à l'heure où nous écrivons ces lignes. Face à la prééminence des images montrant l'incendie de voitures et de bâtiments publics dans la nuit, l'événement est devenu incompréhensible, réduit la plupart du temps aux effets d'un racisme qui provoquerait la révolte des « noirs » et des « arabes » face aux violences policières. Six bibliothèques ont été incendiées au cours des révoltes, s'ajoutant à la liste des 76 bibliothèques incendiées au cours des épisodes précédents, d'après ce que nous avons pu constater (notre traduction)

Comment appréhendez-vous la relation entre les incendies contre les bibliothèques et la méfiance envers les sociologues?

Denis Merklen: Les révoltes de ce type durent depuis la fin des années 1970. Il y a là un effet de répétition et un problème qui s'est installé dans le conflit entre ce groupe et la société en général, où les institutions publiques et notamment l'espace public ont une dimension très importante. Depuis longtemps, on entend les habitants des quartiers se plaindre de la parole qui est dite à leur insu, des discours qui sont tenus à leur propos, notamment vis-à-vis du journalisme. Ce conflit et cette contestation de la parole publique n'est pas propre aux quartiers HLM et aux banlieues. Ils sont aussi

présents du côté des autres segments des classes populaires, par exemple, les gilets jaunes. Ceux-ci ont énormément contesté ce qui était dit à leur propos et il y a eu même des cas d'agression envers des journalistes, et notamment les journalistes des médias les plus importants, ceux qui dominent la scène publique en France, que ce soit la presse écrite, la télévision, la radio, entre autres. Ainsi, les classes populaires en général situent le journalisme du côté des hommes politiques, comme étant à la fois leurs alliés et une parole officielle. Autrement dit, une parole systémique, en ne faisant que très peu la différence entre le journalisme de gauche ou de droite, la presse écrite et la télévision, les médias publics et privés, ou encore la presse jaune.

Du côté donc des banlieues, il y a cette contestation qui dure depuis longtemps avec, il est vrai, un sentiment d'être constamment disqualifié par la presse, d'être traités de sauvages, de sauvageons, d'agressifs. Et cette contestation des médias s'est aussi posée ou associée à une contestation de ce que disent les chercheurs en sciences sociales, et des sociologues tout particulièrement. Or, cette critique de la parole sociologique, ou de la parole des sciences sociales, est moins fréquente dans les habitants en général et plus fréquente chez les militants. Parce que les militants ont un niveau de scolarité supérieur aux autres et ils lisent les sciences sociales. En général, ils sont mécontents de ce qui est dit à leur propos et, surtout, ils souhaiteraient être ceux qui prennent la parole au nom de ce groupe, ceux qui disent quel est le conflit ou la situation avec leurs propres mots, sans se voir relégué à la situation d'être parlé *par* quelqu'un d'autre.

Le conflit est évidemment moins sévère, moins grave avec les sociologues qu'avec les journalistes car les chercheurs sont plutôt de gauche et plutôt dans une dynamique de compréhension de ce qui se passe. Je ne connais pas de sociologue qui s'est fait agresser en faisant ses enquêtes par exemple. Or, on observe une prise de parole récurrente de la part des militants pour dire que ce serait bien qu'eux-mêmes puissent écrire ou publier un livre. Cependant, la plupart du temps ils n'ont pas les compétences, ni les canaux, ni les réseaux, ni les liens pour pouvoir le faire, ni le temps ni les conditions de production d'une enquête longue et d'un texte tout aussi conséquent. Ils sont aussi victimes de cette fantaisie qui consiste à croire qu'on s'assied devant une feuille de papier et on écrit. Il y a une technique de production de l'écrit et des conditions de possibilités de production de l'écrit qu'ils ne maîtrisent pas, donc il y a effectivement ce problème.

À cette situation, s'ajoute comme une couche supérieure ou supplémentaire un problème plutôt d'ordre civilisationnel qui touche effectivement la démocratie au cœur de son fonctionnement qui est la disqualification de la parole de l'expert et une survalorisation de la parole et de l'expérience vécues, autrement dit de valeur cognitive de la subjectivité. Ce discours considère que le sentiment ou le vécu

du sujet correspond à ce que nous appelons *vérité*. Ainsi, si je ne suis pas une femme enceinte, je ne peux pas parler d'accouchement. Si je ne suis pas un prisonnier, je ne peux pas parler de la prison, si je ne suis pas noir, je ne peux pas parler de la souffrance du racisme et ainsi de suite. Toute personne qui serait extérieure au vécu de la victime d'une situation est disqualifiée en elle-même et dans ce contexte les journalistes et les sociologues se trouvent dans la plus grande difficulté pour pouvoir alimenter la parole publique et le discours public, parce que par définition ou par condition, ils ne peuvent pas être ceux qui vivent les choses. Je ne serai jamais une femme qui pourra parler de mon accouchement, mais cela n'empêche pas que je puisse dire des choses à partir de ma sociologie sur le fait d'accoucher ou d'être enceinte ou d'être mère.

Les classes populaires, ces jeunes et les militants tout particulièrement, s'appuient aussi sur cette démarche pour délégitimer le discours des sciences sociales et pour dire « personne ne peut savoir mieux que moi, qui vis ici quotidiennement, ce qui s'y passe ». Aujourd'hui, cette phrase a une force symbolique énorme. Personne ne peut savoir mieux que celui qui a vécu, comme si par exemple le médecin ne pouvait pas dire à la personne qui souffre d'une maladie quelconque « vous sentez ceci, mais ce qui vous arrive, en réalité, c'est cela » et ainsi contribuer à une meilleure compréhension de ce qui arrive à la personne de par sa condition d'expert justement. Les sociologues pâtissent aussi de cette situation qui est donc réinterprétée comme un rapport de classe et de domination.

Enfin, les livres qui sont dans les bibliothèques sont une condensation de cette parole ainsi disqualifiée. Or, la relation n'est pas univoque. Qu'ils contestent cela à certains moments, ne veut pas dire qu'ils le contestent de manière absolue. Ils vont eux-mêmes à d'autres moments, sortir un livre pour défendre une idée diffusée par ceux-ci. Ils vont citer un intellectuel, un philosophe, un sociologue, un journaliste pour appuyer leurs propres discours sans jamais pouvoir le dire. C'est ambiguïté, l'ambiguïté en acte. Quand on observe ce qu'ils disent, quand on observe ce qu'ils font, on voit un rapport très ambigu à ce savoir, à cette forme de connaissance. Il y a là une situation complexe: il n'y aura pas de contestation en bloc comme si c'était une idéologie anti-intellectuelle. Ce n'est pas une idéologie élaborée, c'est une situation conflictuelle.

Or, cette méfiance et volonté de parler en son nom propre ont un côté salutaire, à condition de bien l'interpréter. Mon dernier ouvrage porte justement sur les militants des quartiers qui appartiennent à ce groupe social protagoniste des révoltes comme celle qui a suivi la mort du jeune Nahel le 27 juin dernier. J'ai décidé de travailler avec eux et à leurs côtés en la qualité d'intellectuel de ces militants. J'ai essayé de saisir leur pensée politique, leur point de vue sur le monde, et j'ai établi un terme en me plaçant en tant que sociologue en situation d'égalité, en face-à-face, en leur

proposant une discussion franche, sincère et ouverte. Mais je ne tente à aucun moment de faire de mon écriture la transcription de leur point de vue. Je ne suis pas un correspondant de guerre qui va dans les lignes adverses, chez les pauvres pour venir raconter dans les salles de l'université et dans les espaces culturels des classes moyennes ce que disent les jeunes des banlieues. La sociologie se doit d'être critique aussi en toute circonstance, et cette critique obéit à une seule loi: porter dans l'espace public une intelligibilité du monde faite de l'enquête et de la recherche.

Carolina Pereira Lins Mesquita; Júlia Donley: Le Brésil a récemment été témoin d'un nombre croissant d'attaques contre les écoles publiques et les crèches, ainsi que de rumeurs de menaces à l'encontre d'établissements d'enseignement supérieur. Ces événements déclenchent une série d'actions de la part du gouvernement fédéral brésilien, dont l'annonce du 21 juillet 2023 d'une proposition de loi visant à rendre ces attaques punissables au titre des crimes odieux. Et mieux il me semble, mais mesure qui s'inscrit dans le cadre du programme d'action pour la sécurité. Lancé par le président Lula et Flavine, ministre de la Justice. Quels pourraient être les apports et les limites d'une comparaison entre les attaques contre les institutions publiques en France et au Brésil?

Denis Merklen: Cette question me met un peu mal à l'aise parce que j'ai une connaissance très inégale entre ce qui se passe en France et ce qui se passe au Brésil où j'ai une connaissance très sommaire des événements. Il me semble entrevoir que ce que le bolsonarisme représente au Brésil dans son conflit avec le reste du monde politique est tout de même très différent de ce qui se passe en France. Si je comprends bien, le bolsonarisme a une forte dimension anti-intellectuelle dans la mesure où il propose une vision très populaire de la politique, dans laquelle le populaire est essentiellement défini parce qu'il se dresse contre les élites intellectuelles. Et il peut y avoir là une forme d'association entre l'extrême droite et une fraction des classes populaires qui va se sentir effectivement méprisée par les intellectuels, comprenant là-dedans les instituteurs, les bibliothécaires, les agents de la culture en général allant jusqu'au littéraire et à ce que nous qui identifions comme étant des intellectuels. En effet, ils vont créer une suite d'équivalences qui va de l'instituteur jusqu'à un Sergio Buarque de Hollanda ou un autre grand intellectuel comme lui.

En France, les choses ne se présentent pas de la même façon. Il y a en effet un clivage classe populaire - élite qui se consolide depuis des années mais les élites intellectuelles ne se trouvent pas nécessairement dans cette opposition car les intellectuels et les gens de la culture ont été largement écartés des cercles du pouvoir. C'est plutôt du côté des technocrates que le problème se pose, aspect

exacerbé notamment par l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir. Il apparaît comme le représentant d'une élite de jeunes issus des grandes écoles et de grandes institutions du monde de l'entreprise, mais qui n'est pas une élite littéraire justement. De par leur côté technocrate, ils sont très pragmatiques et cherchent eux aussi à s'opposer à la prééminence du savoir lettré, ce que Bourdieu appelait la culture légitime dans la société française, une forme culturelle qui a beaucoup perdu de sa superbe.

Après, concernant la mesure proposée par le président Lula, on pourrait essayer de trouver une correspondance entre les actions des gouvernements brésilien et français lorsque ce dernier déclare toutes ces révoltes contre les bibliothèques et les écoles comme des choses inouïes, inacceptables, abominables ou, comme le dit Macron, un processus de « décivilisation » dans ces incendies et dans ces comportements « nuisibles ». On pourrait en effet croire que les deux gouvernements sont dans la même dynamique de défense des institutions. Or, il est difficile de penser que le président Lula puisse se placer dans un conflit contre les classes populaires comme le fait clairement le président Macron. Ainsi, l'assimilation d'une condition et de l'autre est difficile.

Néanmoins, ce qui est certain est qu'une attitude répressive vis-à-vis de ces comportements ne va pas conduire à diminuer la nature ou l'intensité du conflit et le rejet de ces populations, qu'elles soient bolsonaristes dans le cas brésilien ou banlieusardes en France. Par ailleurs, il me semble que les attaques, par exemple aux écoles au Brésil, ne peuvent pas être résumées à un effet du bolsonarisme ou à une emprise de ce mouvement politique sur les classes populaires. Il y a là probablement quelque chose de beaucoup plus profond sur lequel le bolsonarisme vient agir, plutôt qu'une influence de l'idéologie de l'extrême droite populiste. Mais cela n'est que mon sentiment en regardant les choses de très loin.

Et enfin, il y a au Brésil une situation sociale particulière notamment pour ces segments de la population, par exemple dans le cadre des favelas qui ont un certain nombre de caractéristiques qui lui sont propres et qui ne sont pas présentes en France. Je pense notamment à l'énorme emprise des organisations criminelles comme les milices et le narcotrafic qui ont effectivement une force et une dimension de pénétration dans la société sans commune mesure en France. Je serais étonné de savoir que ces organisations-là n'ont aucune relation avec ce qui est en train de se passer. Ainsi, la dimension répressive proposée par la politique du président Lula doit être placée dans un contexte qui est différent de celui qu'on observe en France. Pas parce qu'en France il n'y a pas de narcotrafic; évidemment, il y en a aussi, mais il a une place bien moindre et une étendue beaucoup moins importante. Les situations de violence observées dans une grande ville française comme Marseille

par exemple, qui est l'une des plus violentes, et une ville comme Rio de Janeiro, n'a pas de commune mesure.

Carolina Pereira Lins Mesquita; Júlia Donley: Quels sont les axes de recherche développés par l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL) actuellement? Et enfin, comment la recherche sur l'Amérique latine et le Brésil peut-elle contribuer à des clés de lecture plus globales ou transversales?

Denis Merklen: L'IHEAL développe sa recherche à travers notamment son laboratoire de recherche qui est le CREDA, le centre de recherche et de documentation sur les Amériques, qui a 3 axes de recherche : d'abord l'axe *Action collective, action publique*, sur les pratiques sociales et l'action politique en général ; puis l'axe *Transitions écologiques américaines*, lié davantage aux questions de l'environnement et de la ville, ou encore les transitions énergétiques, qui est en train de se développer énormément au sein de l'IHEAL-CREDA ; et enfin un troisième axe intitulé *Colonialités, altérités*, qui se préoccupe des questions décoloniales issues de nouveaux courants en sciences sociales qui arrivent en France dans une large mesure depuis les États-Unis et l'Amérique latine. L'IHEAL est même identifié en France, depuis l'Amérique latine, comme ayant été l'une des portes d'entrée de ces courants de pensée.

Le sentiment qui nous anime tous à l'IHEAL, qui a soixante-dix ans d'existence, est celui d'établir une véritable communication entre la France et l'Amérique latine. Cette communication se manifeste de deux manières: d'une part, l'intérêt en France pour l'Amérique latine, autrement dit des gens ou des institutions qui ont le besoin ou l'envie de connaître les sociétés latino-américaines sous toutes ses dimensions trouvent à l'IHEAL un espace pluridisciplinaire pour réaliser leurs travaux où on enseigne l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la science politique, la géographie et l'économie. Et d'autre part, il y a une dimension de ce travail qui est alimentée par la conviction des chercheurs français selon laquelle l'Amérique latine est une source d'apprentissage et de nouvelles formes de pensée. La perception qu'il y a des initiatives culturelles et politiques, des mouvements sociaux, intellectuels, littéraires, artistiques, musicaux, entre autres, qui nourrissent la pensée et la culture occidentale, ainsi que la culture européenne et française.

On pourrait ici donner quelques noms pour lesquels le Brésil justement a été particulièrement important. Je pense à Lévi Strauss, évidemment, qui a forgé son ethnologie au Brésil et qui a construit

une nouvelle manière de faire de l'anthropologie à partir de son expérience brésilienne, et plus récemment à Philippe Descola, qui alimente aussi la pensée contemporaine en France d'une manière très intense à partir de ces travaux sur le Brésil. En sociologie, on pourrait citer le nom d'Alain Touraine dont l'influence est considérable d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Et comme eux, il y a énormément de chercheurs qui se rapprochent de l'Amérique latine pour apprendre, pour créer, pour être au contact des gens, des intellectuels, des créateurs, des mouvements sociaux. En effet, le mouvement féministe actuel en Europe et en France est particulièrement nourri par les mouvements qui se sont développés au Mexique, en Argentine et au Chili par exemple. Ces derniers ont une forte influence sur les jeunes militantes françaises, notamment aujourd'hui, comme le féminisme français ou états-unien ont rayonné dans l'Amérique latine des années 1960. Les exemples de ce type-là sont très nombreux et très importants pour l'Institut des hautes études de l'Amérique latine. Plusieurs étudiants viennent à l'institut justement à la recherche de ces formes de pensée, d'action et de ces mouvements novateurs.

Du côté de l'Amérique latine, on considère toujours que, en langue française, on pense le monde d'une manière particulière, que les sciences sociales en langue française ont leur mot à dire. Puis, l'Amérique latine voit Paris et la France comme un univers de socialisation et de sociabilité entre latino-américains. Malgré l'énorme quantité de communications notamment universitaires qui se sont développées depuis quelques décennies, et le Brésil a joué un rôle fondamental là-dessus, beaucoup d'étudiants qui viennent à l'IHEAL entrent en contact avec le reste de l'Amérique latine d'une manière privilégiée, plus intense et plus riche qu'ils ne l'auraient fait dans leur propre pays. Un colombien par exemple va pour la première fois développer des complicités intellectuelles et amicales avec des péruviens, des équatoriens, des argentins ou des uruguayens qu'il aurait difficilement connus à Bogota ou à Medellin. Cela est une richesse énorme qui va se prolonger sur le plan de la recherche. Ces énergies et ces rencontres sont très importantes et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'IHEAL maintient comme l'une de ses orientations politiques fondamentales les enseignements en face à face et dans des salles des cours, c'est-à-dire pas à travers internet. On tient à ne pas céder à la tentation de l'enseignement à distance, qui a ses côtés pratiques, évidemment. Nous pensons toutefois que les rencontres de ces jeunes étudiants et de ces chercheurs qui traversent l'Atlantique pour aller d'un côté à l'autre et pour aller d'une langue à l'autre sont très importantes et constituent l'une des dynamiques d'enseignement et de recherche universitaire publique et gratuite que nous continuons à promouvoir.

INTERVIEWÉ:

DENIS MERKLEN

Professeur de sociologie à l'Université Sorbonne Nouvelle, Denis Merklen est actuellement directeur de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL). Il est titulaire d'une maîtrise en sociologie de l'Université de Buenos Aires (UBA) où il a travaillé sous la direction de Francis Korn. En France, il réalise une thèse sous la direction de Robert Castel au Centre d'études des mouvements sociaux (CEMS), laboratoire de recherche de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), où il obtient son doctorat en 2001. En 2011, il défend son Habilitation à diriger des recherches (HDR) au sein de la même institution. Entre 2004 et 2012, Merklen enseigne à l'Université Paris-Diderot - Paris 7 (aujourd'hui Université Paris Cité). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages tels que *Les indispensables. Sociologie des mondes militants* (2023), *La diagonale des conflits. Expériences de la démocratie en Argentine et en France* (avec Étienne Tassin, 2018), *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? Quand les classes populaires interrogent la sociologie et la politique* (2013, publié en espagnol en 2016), entre autres.

E-mail: denis.merklen@sorbonne-nouvelle.fr

ORCID: <https://orcid.org/0000-0002-3578-121X>

INTERVIEWER:

CAROLINA PEREIRA LINS MESQUITA

Professeure du Département de Direito Social e Econômico de l'Universidade Federal de Rio de Janeiro (UFRJ). Elle est titulaire d'un doctorat en sciences juridiques et sociales par le Programa de Pós-Graduação em Sociologia e Direito de l'Universidade Federal Fluminense (PPGSD/UFF). Maîtrise en droit pour l'Universidade Federal de Minas Gerais (UFMG). Carolina Mesquita est membre de l'Associação Brasileira de Antropologia (ABA), de l'Instituto de Ciências Jurídicas e Sociais, du Red Internacional de Cátedras, Instituciones y personalidades sobre el Estudio de La Deuda Pública (RICDP) et chercheuse au sein du Programa Universitário de Apoio às Relações de Trabalho (PRUNART/UFMG). Coordinatrice général de DIANSARE – Laboratório de ensino, pesquisa e extensão: Direito, Antropologia, Saúde e Religião et coordinatrice général du projet de recherche et d'extension: "Christophe Dejours e a Psicodinâmica do Trabalho". Rédactrice en chef du Journal Interdisciplinaire de Sociologie et de Droit "Confluências", liée au PPGSD/UFF.

E-mail: clinsmesquita@hotmail.com

ORCID: <https://orcid.org/0000-0001-9696-2076>

INTERVIEWER ET TRADUCTRICE:

JÚLIA DONLEY

Doctorante à l'Université Sorbonne Nouvelle, Julia Donley mène une thèse en sociologie sous la direction de Denis Merklen et Esteban Buch (CRAL-EHESS), rattachée au Centre de Recherches et de Documentation sur les Amériques (CREDA). En 2021, elle obtient son Master en Musique et Sciences Sociales à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Musicienne, elle est également titulaire d'une licence (Universidade Estadual Paulista - UNESP) et d'une maîtrise (Universidade Federal de Minas Gerais - UFMG) en performance musicale.

E-mail : julia.donley@sorbonne-nouvelle.fr

ORCID : <https://orcid.org/0000-0003-1315-7560>

REFERÊNCIAS

MERKLEN, Denis. *Lo que iluminan las llamas de las bibliotecas en Francia* | Nueva Sociedad. **Nueva Sociedad | Democracia y política en América Latina**, 2023. Disponível em: <<https://www.nuso.org/articulo/Francia-protestas-bibliotecas/>>. Acesso em: 23 jul. 2023.

MERKLEN, Denis; TASSIN, Étienne (Orgs.). *La diagonale des conflits: Expériences de la démocratie en Argentine et en France*. Paris: Éditions de l'IHEAL, 2018. Disponível em: <<http://books.openedition.org/iheal/6129>>. Acesso em: 12 jul. 2023.

MERKLEN, Denis. *Las dinámicas contemporáneas de la individuación*. In: CASTEL, Robert; KESSLER, Gabriel; MERKLEN, Denis; et al (Eds.). **Individuación, precariedad, inseguridad: ¿desinstitucionalización del presente?** Buenos Aires: Paidós, 2013, p. 45–86

MERKLEN, Denis. *Individus populaires. Sociabilité et politicit *. In: **Changements et pens es du changement**. [s.l.]: La Découverte, 2012, p. 100–120. Disponível em: <<https://www.cairn.info/changements-et-pensees-du-changement-2012--9782707173065-page-100.htm?ref=doi>>. Acesso em: 15 set. 2022.

MURARD, Numa; MERKLEN, Denis. *Banlieue, barrio, bidonville, cité, conurbano, faubourg, logements sociaux, quartier, vecino, villa, périphérie*. In: **La diagonale des conflits: Expériences de la démocratie en Argentine et en France**, Paris:  ditions de l'IHEAL, 2018. Disponivel em: <https://books.openedition.org/iheal/6363>.



ENTRETIEN AVEC L'ENSEIGNANT ET SOCIOLOGUE
DENIS MERKLEN
MERKLEN, D.; MESQUITA, C.P.L; DONLEY, J.

Il s'agit d'un entretien en libre accès publié sous la licence Creative Commons Attribution
La licence Creative Commons Attribution permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sur tout support, sans
restriction, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée.
sans restriction, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée.